

**«La Guinée fait partie du top des 30 pays les plus corrompus au monde»,
dixit Honorable Aliou « Newton » Barry**

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la corruption, l'honorable Aliou Newton Barry, a donné quelques indications concernant ce phénomène en Guinée :

- Du point de vue de la lutte contre la corruption, la Guinée a fait beaucoup d'efforts. Si nous remontons dans les années 2000-2006 où le pays était classé comme le plus corrompu au monde, nous sommes passés au 145^e rang. Mais ce n'est pas suffisant car, la Guinée fait partie du top des 30 pays les plus corrompus au monde. En Afrique, la Guinée est le 2^eme pays le plus corrompu. Et en Afrique de l'ouest, là nous ne dépassons que la Guinée-Bissau seulement. Ceci n'est pas honorable. On a donc fait des progrès mais insuffisants par rapport à l'image que la Guinée doit afficher pour être un pays émergent. Du point de vue de la note, nous sommes passés de 24 à 25. Cela indique donc qu'il y a stabilité dans la lutte contre la corruption mais pas de progrès significatifs.

Sur le plan institutionnel, est-ce qu'il y a eu certaines démarches, des actes qui vont vers cet idéal ?

Bien sûr il y en a eu. C'est pourquoi, le classement s'est un peu amélioré mais surtout la lutte aussi. Si nous prenons les années 2006 à 2009, le temps de la junte militaire et l'arrivée du professeur Alpha Condé, nous avons fait un parcours qui nous a mené au rang de 145^eme. Les principales raisons de cette amélioration, c'est d'abord l'engagement fort de la part des autorités. Mais aussi l'unicité des caisses qui indique qu'il y a une volonté de contrôler les recettes de l'Etat. Les réformes dans la fonction publique et au sein de l'armée.

Mais d'autres observateurs pensent que l'exemple n'est pas donné par l'exécutif en citant par exemple l'article 36 qui demande

la déclaration des biens du président avant qu'il n'entre en fonction. Quel est votre commentaire ?

Pas seulement le Président, mais tout Guinéen qui va effectuer un mandat électif doit normalement déclarer ses biens et tout haut responsable du sommet de l'Etat, c'est-à-dire, les membres du gouvernement. C'est



vrai que cet article n'est pas mis en œuvre, je crois que c'est une défaillance qu'il faut corriger.

Vous avez été membre du Conseil national de transition qui faisait office de parlement, l'Assemblée est en train de clôturer sa session budgétaire. Quel est votre lecture par rapport à cette session ?

Je pense qu'il y a eu des difficultés au début, j'ai pu comprendre à travers les collègues Honorables que certains ministres n'ont pas voulu répondre. Ce qui est aussi remarquable, toute tendance confondue, les députés ont fustigé les mauvaises pratiques par les départements. Ils ont aussi regretté que certains départements ministériels stratégiques qui devraient servir de phare pour la politique de développement aient reçu une allocation budgétaire insuffisante. Je pense que la session s'est bien passée. Mais ce qui reste encore, c'est ce qui a été toujours noté par les différents parlements qui se sont succédés, c'est au niveau de la nomenclature du budget. C'est-à-

dire dans le budget guinéen, vous avez beaucoup d'ensembles non ventilés qui ne sont affectés à rien.

L'ancien président de l'agence Nationale de la lutte contre la corruption, Mohamed Falcon avait un projet de loi anti-corruption, où en est-on sur cette loi ?

Il a commencé par la réalisation de l'enquête nationale sur la corruption, après une définition et une stratégie. La loi anti-corruption est prête. Elle a été envoyée à l'Assemblée pour qu'elle puisse être adoptée. Je pense que pour sa mémoire et pour honorer tous les acteurs de la lutte contre la corruption, il faut faire en sorte que cette loi soit adoptée. C'est un signal fort si elle est adoptée. Cela pourra améliorer la perception que les autres ont de la lutte contre la corruption en Guinée. Et le classement de la Guinée va s'améliorer. Il y a une hémorragie financière importante que tout le monde connaît qu'on pourra arrêter.

Vous êtes le patron d'un institut de sondage " Stat-view international ", est-ce que vous avez fait des études tout récemment dans le cadre de la corruption ?

L'Année dernière, nous avons mené ce qu'on a appelé enquête Afro-baromètre qui permet de mesurer la corruption. Le ressort de transparency internationale est de collaborer parfaitement avec ce qu'on avait. S'il y a de la volonté politique qui est affichée mais concrètement, il n'y a pas d'actions ou de suites. L'agence de lutte anti-corruption n'a pas de moyens. Il y a aussi une multiplication d'acteurs qui fait il y a chevauchement parfois. Tout le monde tire le filet mais finalement, on n'arrive pas à réussir avec la lutte contre la corruption.

Propos recueilli par Amadou Camara/ thierno@afriquezoom.info